

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

AVIS.

Le Bulletin paraît régulièrement le 1er et le 15 de chaque mois.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

La grande lutte du travail contre l'arbitraire des gouvernants et le bon plaisir des capitalistes est commencée : l'Association internationale des Travailleurs est persécutée en France.

L'homme néfaste qui trône aux Tuileries a senti la nécessité d'un nouveau coup d'Etat ; il a manipulé un vote plébiscitaire pour donner à son despotisme un semblant d'assentiment populaire. Et aujourd'hui il ose dire que 7,000,000 de Français acclament le pouvoir personnel de l'homme du 2 Décembre, de l'homme qui emploie les soldats français à maintenir un pape à Rome, comme il les a employés à soutenir un empereur au Mexique, et comme il les emploie aujourd'hui à égorger les ouvriers français qui osent faire grève pour réclamer leurs droits.

Sept millions de suffrages !

Comme si l'on ne connaissait pas les manipulations en usage dans les élections impériales ;

Comme si un vote qui n'est pas précédé d'une discussion libre était valable ;

Comme si la pression administrative, l'espionnage et la terreur n'avaient pas préparé ce vote ;

Comme si la liberté pouvait s'aliéner ;

Comme s'il y avait un droit contre le droit !

Et pour amener ce vote, dérisoire s'il n'était pas infâme, le bandit de Décembre, le conspirateur en permanence des Tuileries, invente une conspiration et trouve dans sa police des êtres assez vils pour jouer, moyennant finance, le rôle de provocateurs d'émeutes et d'organiseurs d'attentats contre la sûreté de l'Etat.

L'Association internationale solidarise les travailleurs ; la grande protestation se préparait, la révolution allait s'accomplir, non plus, cette fois, par les barricades, mais par la grève générale. — Vite, shires et geoliers en avant ! Et des milliers de travailleurs, coupables d'appartenir à une association qui sera bientôt universelle, sont arrachés à leurs familles et jetés dans les cachots ; — et la France est de nouveau baillonnée. Cela durera-t-il ?

Devant un pareil attentat, les travailleurs américains ont senti la solidarité qui les lie à leurs frères d'Europe. Les sociétés ouvrières américaines et allemandes de New-York ont voté l'adresse suivante aux ouvriers français, et l'Union républicaine s'est exprimée de se joindre à elles pour cette protestation.

Compagnons,

Il est dans la vie des peuples des époques de crise où tout est remis en question, où le progrès, aux prises avec l'intérêt, est près de succomber, et où la civilisation, se voilant la face, semble dire à la barbarie : Voilà la société, prends-la !

Frères, vous traversez une de ces périodes suprêmes d'où dépend l'avenir du monde.

Où votre énergique persistance dans la revendication du droit et de la justice assurera leur triomphe définitif, et alors la société se transforme pacifiquement, renversant par le vote librement organisé les empires et les institutions qui les soutiennent ; — ou, vaincus par la double pression des tribunaux et de l'armée mis au service des capitalistes par le gouvernement de leur choix, vous succomberez momentanément, et alors c'est la société plongée, comme à toutes les époques de persécution, dans les ténèbres et le dédale des organisa-

tions occultes, des conspirations, des résistances sourdes et des vengeances implacables.

Qu'entre ces deux situations nos oppresseurs décident s'ils peuvent et choisissent s'ils l'osent.

Leur choix semble être fait déjà. Vingt-cinq d'entre vous, vingt-cinq honorables pères de famille, vingt-cinq de ces hommes qui devraient être tout, faisant vivre chacun, et qui pourtant ne sont rien, viennent d'être condamnés à 298 mois de prison par ceux qu'ils nourrissent ; par ceux qui, ne faisant rien, vivent aux dépens des autres ; par ceux qui ont fait de la faim et de la misère le signe de la noblesse et la base de l'inégalité sociale.

Frères, ces Indes de la civilisation moderne, comme ceux de la Prairie, essayent de la ruse et de l'effroi avant de combattre et scalper.

Ils ont commencé par proclamer un empire démocratique et social, se disant l'ami des ouvriers.

La grève des tailleurs, celle des cochers, des boulangers, des mineurs, tantôt étouffées entre les quatre murs d'une prison et tantôt noyées dans le sang, comme à Ricamarle et Aubin, vous ont enfin ouvert les yeux sur ce que vous avez à attendre de la dynastie des Bonaparte, et généralement du système monarchique.

Aujourd'hui, chacun de vous sait à quoi s'en tenir ; et la courageuse initiative de l'Association Internationale des travailleurs, aidée par la misère, a commencé la lutte.

Up, men, and at them !

Debout ! et en avant !

Défendez vos scalpés contre ces sauvages ! Au nom de la dignité humaine, dont le travail est la sublime expression, ne vous laissez plus ni abrutir, ni enchaîner.

La dernière heure de l'esclavage a sonné à l'horloge de la victoire, le 5 avril 1865, sur les bords de l'Appomatox. Plus d'esclaves blancs, après qu'il n'y a plus d'esclaves noirs !

Tant que le travail n'est pas libre, le travailleur est esclave ; et tant que l'instrument de travail n'est pas gratuit, il n'y a pas de liberté possible.

Tous les esclavages accumulés d'âge en âge se sont combinés et réunis en un seul, le plus terrible de tous, l'esclavage de la faim.

L'instrument de travail CAPITAL, a pris de nos jours la prépondérance sur l'instrument de travail TERRE. Chaque jour, sous l'empire de lois faites pour et par les premiers accapareurs, le capital va se condensant de plus en plus ; en sorte qu'il est facile de prévoir le jour où une vingtaine de Rothschild, de Schneider, de Stewart, se partageront le monde, ayant pour agents des dynasties ou des présidents de république, pour instruments des armées et des magistratures, pour déshonneur nos filles, et comme esclaves et bêtes de somme nous, vous-mêmes, nos frères en travail.

Debout donc, travailleurs, pendant qu'il en est temps encore ! organisons encore, organisons toujours ! Réchauffons les tièdes, réveillons les endormis, encourageons les braves, soutenons les faibles, et partout payons de notre personne.

Que le père de famille se dise : je combats pour l'honneur de mes filles et l'élevation de mes fils à la dignité d'homme. Hors de la liberté, il n'y a que des esclaves et des machines.

Que le jeune homme fixe ses yeux sur l'avenir ; il y verra la fortune légitime et la considération l'attendant pour couronner ses efforts.

Quant aux martyrs, comme ceux d'Autun, de Ricamarle ou de Saint-Aubin, qu'ils se consolent en pensant que leurs frères, pour lesquels ils se sont sacrifiés, ne laisseront manquer de rien ceux qui ploient au logis en attendant leur retour.

Qu'ils songent surtout que toutes les grandes évolutions dont s'honore l'humanité sont nées de la persécution. Rien ne s'enfante que par la douleur.

La première de ces évolutions a proclamé l'égalité religieuse ; la seconde, l'égalité politique ; la troisième proclamera l'égalité économique.

Frères, nous avons à reconquérir tout ce que la société nous a volé, c'est-à-dire tout.

Partout où le suffrage universel est respecté, vous pouvez accomplir pacifiquement votre révolution.

Afranchissez vous surtout et systématiquement de l'influence des hommes politiques. Groupez vos votes en dehors d'eux et ne les consultez pas sur l'usage que vous devez en faire.

Amis et flatteurs la veille, voyez ce qu'ils ont fait pour vous au lendemain de la victoire. Soyez à vous-même votre pape et votre empereur ; nous sommes et resterons vos frères.

Mais surtout ne perdez jamais de vue que le nom des Bonaparte, associé à toutes les mesures sanglantes ou avilissantes prises contre les travailleurs, signifie : haine et mépris au travail.

Les citoyens français de New-York ne se sont pas contentés d'envoyer à leurs frères d'Europe un encouragement moral ; ils ont organisé immédiatement l'Association internationale des Travailleurs. Une centaine de membres ont déjà donné leur adhésion à cette organisation qui, nous l'espérons, embrassera bientôt tous les Etats-Unis. Il faut créer ici la fédération américaine de l'Internationale, comme nos frères de Paris ont créé la fédération française ; il faut solidariser tous les travailleurs du monde, afin de concentrer leurs efforts vers ce but commun : Afranchissement des salariés du double joug qui les opprime : la DÉPENDANCE et la MISÈRE.

Les Sociétés de Résistance.

La première section de New-York a mis à l'ordre du jour de ses séances l'étude des sociétés ouvrières, c'est-à-dire des sociétés coopératives de production ou de consommation, et les sociétés de résistance. Sur cette dernière question, un membre s'exprime ainsi :

Citoyens,

Les sociétés de résistance sont vieilles comme le monde, car de tout temps, le peuple des travailleurs, opprimé, exploité, pressuré par les improductifs, — rois, prêtres, nobles ou bourgeois, — a senti la nécessité de résister aux exigences de ses maîtres.

Le peuple de Rome résistait et faisait grève en se retirant sur le mont Aventin, et les patriciens, ne pouvant eux-mêmes planter leurs choux, allaient les supplier de rentrer dans Rome, leur promettant bien de ne plus les tondre jusqu'à la peau. C'est ainsi que les plébéiens finirent par devenir les égaux de leurs maîtres.

Au moyen âge, Jacques Bonhomme, réduit à mourir de faim, après avoir engraisé de ses sueurs nobles, prêtres et rois, s'organisait parfois en sociétés de résistance : il laissait la sa bêche ou sa charrue, et il courait les campagnes, brûlant les châteaux et pendant les châteaux.

C'est au moyen âge aussi que les ouvriers des villes organisèrent ces formidables sociétés de résistance connues sous le nom de corporations de métiers.

Mais hélas ! ces corporations, au lieu de réagir seulement contre l'exploitation des maîtres, avaient aussi pour but de résister à l'invasion des malheureux. A tous ceux qui demandaient de l'ouvrage pour avoir du pain, elles répondaient : on ne passe pas ! L'apprentissage était entouré de telles entraves, qu'il était presque inaccessible pour d'autres que les fils de maîtres ; puis, cette première faveur obtenue, il fallait encore gravir les degrés difficiles du compagnonnage et de la maîtrise. Et qu'on ne s'y trompe pas, l'ouvrier riche ou tout au moins aisé de par la grâce de son père, les gravissait toujours, tandis que le pauvre, faute de pouvoir payer les pots-de-vin de rigueur, n'arrivait jamais.

La révolution de 1789 détruisit, avec les privilèges de la noblesse et du clergé, ceux des corporations. Il n'y eut plus des Jours de Maîtrises, de Jurandes aux règlements exclusifs, entravant le commerce et l'industrie, chassant à l'étranger tout esprit inventif, et ce

qui est pire encore, fermant l'atelier au prolétaire qui, s'il n'était serf, était ainsi forcé de se faire mendiant ou voleur.

Cette révolution qui proclamait la liberté des hommes et la fraternité des peuples, eut bientôt à lutter contre tous les despotes de l'Europe. Elle sut vaincre, mais cette lutte héroïque surexcita l'esprit militaire, et la France se courba sous le joug d'un homme qui aurait pu devenir le sauveur de l'Europe, et qui n'a su en être que le féau; d'un homme qui, de son vivant, a reçu les malédictions de toutes les mères, comme il recevra les malédictions de l'histoire.

Dès ce jour, la France fut morte au progrès; mais après que deux invasions lui eurent fait expier sa faute, elle se réveilla.

Dès le lendemain du 14 juillet 1789 on voit en France les premières grèves, les premières protestations des ouvriers contre les exploités qui, pour un misérable salaire, consumaient les fruits de leurs labours. Plus tard, sentant le féau du mercantilisme sans en comprendre le remède, on guillotina les accapareurs. Plus tard encore, Babouf se sacrifie pour le bonheur commun. Mais sous l'empire, rien, rien, silence de mort!.....

Il faut aller jusqu'en 1820 pour assister au réveil des travailleurs. Alors on voit de nouveaux des grèves, des coalitions, des sociétés de résistance. La société des chapeliers, qui s'est toujours malteue depuis, date de 1820.

En 1820, la Révolution éclate, mais elle avorte dès sa naissance. Elle remplace un roi par un roi, une charte par une charte, aussi le peuple, toujours pressuré, exploité, affamé, continue la résistance. "Vivre en travaillant, ou mourir en combattant!" s'écrient les ouvriers lyonnais, et ce cri retentit bientôt dans toute la France. Les massacres de Transnonain et de la Croix-Rouge, les grèves de 1840, tout contribue au réveil général. La résistance politique s'incarne dans le carbonarisme, pendant que les sociétés ouvrières, organisées d'une façon moitié publique, moitié secrète, augmentent chaque jour leur nombre et leur puissance. Ces dernières, antérieures comme sociétés de secours mutuel en cas de maladie, parviennent à créer une caisse annexe en vue de grèves probables. Cette caisse est secrète, mais elle tombe plus d'une fois entre les mains de la police. Et les prisons s'emplissent, et les tribunaux frappent de peines sévères tous ceux qui sont convaincus du délit de coalition; car alors les juges étaient ce qu'ils sont encore aujourd'hui: les très humbles serviteurs du pouvoir.

Mais la persécution prépare toujours la victoire, et dans un jour d'indignation et d'héroïsme, Paris se lève et brise la royauté bourgeoise, ce ridicule compromis entre le passé et l'avenir.

DROIT AU TRAVAIL! s'écrie le peuple; et quand les endormeurs lui disent que le droit au travail ne peut s'organiser en un jour, il répond: "Nous mettons trois mois de misère au service de la République!"

Hélas! cette révolution devait encore avorter..... Seuls, les travailleurs des grandes villes pressentaient l'avenir, mais ils ne furent ni suivis ni secondés par le pays. L'ignorance et les uns, la peur chez cette classe mesquine et égote si justement fêtrée du surnom d'*épiciers*, tout prépare la catastrophe, et les ouvriers de Paris, au lieu de travail, reçoivent du plomb!

Après les fatales journées de Juin, la France paraît désespérer de l'avenir, et cette défaillance lui vaut le coup-d'Etat de Décembre. Mais ce qui semblait chez elle le sommeil de la mort, n'était que l'incubation de la vie; la longue préparation pour la lutte suprême.

Le 24 Février donne un nouvel élan aux sociétés ouvrières qui se répandent dès lors dans toute la France; grâce aux efforts d'une héroïne, Pauline Roland, elles vont se solidariser, réunir dans une caisse commune leurs caisses particulières, préparer la Banque du travail. Mais les défenseurs de l'ordre sont aux aguets: les caisses sont confisquées au profit de l'Etat, les ouvriers les plus influents sont emprisonnés, exilés, exilés. Encore une fois, les sauveurs de l'ordre ont sauvé leur caisse en volant celle des travailleurs.

Eh bien, le croirait-on, c'est sous l'empire, au moment où la France paraissait morte, que s'organisaient chez elle le plus grand mouvement des temps modernes. En dépit de toutes les entraves, les sociétés ouvrières se répandent dans le pays entier, et dès 1864, le gouvernement croit devoir leur faire des concessions: il abolit l'ancienne loi contre les coalitions, comme plus tard, pour un motif électoral, il devait abolir les livrets.

Nous voici à l'époque la plus importante du mouvement d'organisation des classes ouvrières, mouvement que je ne puis qu'indiquer, car son histoire dépasserait les limites d'un discours: la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs, et son affirmation aux congrès de Genève, de Lausanne et de Bâle. On

comprend enfin aujourd'hui que, pour les travailleurs, il n'est plus de patrie; que leur intérêt étant partout le même, ils doivent marcher unis et solidaires vers leur affranchissement commun. Mais on comprend surtout que les sociétés de résistance doivent cesser d'être des organisations étroites et exclusives, pour devenir une grande solidarité générale visant à affranchir les travailleurs dans le Forum comme dans l'Atelier.

Signalons aussi une autre forme de résistance: les sociétés de baptême, de mariage et d'enterrement civils, qui se répandent de plus en plus en Europe.

Où, la résistance, pour être effective, ne doit pas être isolée, mais générale; elle ne doit pas se proposer un but étroit et exclusif, mais un but de solidarité et d'affranchissement universels.

Résistance contre les exigences des patrons; résistance contre l'arbitraire des gouvernants; résistance contre l'obscurantisme des prêtres; lutte à mort contre toutes les aristocraties, tous les privilèges, tous les monopoles; et cela, non plus par des efforts isolés, mais par une association générale de tous les travailleurs.

Voilà quel doit être le but de nos efforts.

Travailleurs, ne nous arrêtons pas à nos petites sociétés de résistance, à nos *travail unions*, malheureusement nécessaires dans les circonstances actuelles. En continuant dans cette voie, nous ne ferions que rétablir les anciennes corporations du moyen âge orgueilleuses plutôt contre les misérables que contre les pasteurs. Cessons de dissiper nos forces dans des efforts impuissants par cela même qu'ils sont isolés; créons entre nos diverses organisations une solidarité de plus en plus complète; car, ne foubilions pas, nous sommes le nombre, et si nous savons agir de concert, nous serons la force.

Citoyens, c'est aujourd'hui, aujourd'hui surtout que l'Association Internationale des Travailleurs est persécutée en France, c'est aujourd'hui qu'il faut serrer les rangs. Abandonner-nous nos frères d'Europe à l'heure du danger! — Non. Prouvons que la cause de la Liberté a les sympathies de tous les travailleurs du monde. On nous demande d'organiser en Amérique l'Association Internationale, j'espère que nous en serons tous.

LA BOURGEOISIE devant la Révolution Sociale.

La tendance des sociétés actuelles, est à la rénovation entière des institutions politiques, juridiques, religieuses et économiques du passé.

A l'exploitation des travailleurs, au salariat, on veut substituer la participation aux produits et l'équitable répartition de leur valeur à celui qui en a été l'auteur.

La bourgeoisie ne comprend pas encore la justice de ce mouvement; son œuvre étant accomplie, elle oublie que celle des prolétaires ne l'est pas.

Elle a acquis de l'importance et des richesses, elle veut en jouir en paix et en toute sécurité.

Le statu quo, qu'il soit républicain ou monarchique, lui importe assez peu, pourvu que les gouvernants défendent ses intérêts et ses privilèges.

Cependant, par instinct de conservation, elle se rattache plutôt à la monarchie qu'à la république. Elle sait qu'un monarque a plus de facilité à faire marcher, sous sa propre responsabilité, ses soldats contre les travailleurs qui parlent de s'émanciper, et qu'un gouvernement républicain pourrait très bien, grâce au suffrage universel, se composer, à un moment donné, de socialistes qui laisseraient faire.

Bonaparte et son nouveau complice, Emile Ollivier, l'ont parfaitement senti. Et comme sur 38 millions de Français, il y en a les trois quarts qui sont pour le fait accompli, et ne cherchent jamais à se rendre compte de quoi que ce soit en politique, ils ont jugé qu'il ne pouvait y avoir aucun danger à demander au peuple une nouvelle abolition de leur passé, et surtout aucun doute sur l'affirmation pleine et entière du peuple français: d'autant mieux que cette affirmation pouvait, sans aucun inconvénient, être leur ouvrage.

Mais par malheur pour eux tous, le *pebiscite*, eût-il été endossé par tous les électeurs, ne résout aucune question en litige.

Il ne s'agit plus, à l'heure qu'il est, de savoir si Bonaparte, seul ou flanqué de quelques bavards, aura la mission de faire le bonheur des paysans français encore dix ans, comme il l'a fait pendant les vingt années qui viennent de s'écouler. Non! Il s'agit de savoir comment la liquidation sociale va se faire, et par qui elle sera faite.

Si les chefs de la bourgeoisie n'étudient pas le mouvement, ne s'y mêlent pas, ne l'aident pas de leurs lumières, la liquidation se fera sans eux et contre eux.

Si, au contraire, ils entrent dans le mouvement, et

qu'ils appliquent leur savoir à constituer selon le droit, le travail et la rétribution, à organiser l'atelier, l'échange, la circulation, les débouchés, la police des rues et l'état civil des citoyens, — la bourgeoisie disparaîtra, c'est évident, mais les bourgeois se garantiront des inconvénients de la débacle sociale et pourront se sauver du déluge qui menace de tous les emporter.

Tout bourgeois intelligent doit donc se dire, pour peu qu'il y réfléchisse, que la bourgeoisie a accompli son œuvre, et qu'elle ne vit plus qu'au jour le jour.

Or, vivre au jour le jour, c'est n'avoir aucun but; n'avoir aucun but, c'est décliner graduellement, puis s'éteindre. Et la fin de la bourgeoisie, fût-elle plus éloignée encore qu'on ne le suppose, ses chefs doivent la prévoir. Ils doivent en préparer la transformation de façon qu'elle soit aussi radicale dans ses institutions qu'avant du sang de ses enfants.

Mais hélas! on dirait que la fatalité pèse sur la bourgeoisie; tous ses oracles sont aveugles et sourds.

A ces orgueilleux, parlez de justice, de droits, de socialisme, d'égalité des conditions, ils sourient de pitié, et ne daignent même pas chercher à comprendre. Ils ne savent rien, ne veulent rien savoir, et tiennent pour insensé celui qui emploie son temps à autre chose qu'à gagner de l'argent.

Dites par exemple à A: Vous avez su dernièrement qu'un lieu de deux mille porcs et mille boisseaux d'ognons qui doivent arriver sur le marché pour satisfaire à la demande, il n'était arrivé que mille porcs et cinq cents boisseaux d'ognons. Vous avez acheté tous les porcs et tous les ognons et dans l'espace de quelques heures vous les avez revendus plus du double de ce qu'ils vous avaient coûté. Vous avez fait un profit énorme que chaque pauvre ménage a été obligé de payer sur son travail qui est fort peu rétribué, ou sur ses économies qui sont presque épuisées. Croyez-vous que les travailleurs doivent trouver cela rationnel?

— Je l'ai fait, c'est vrai! répond A, mais n'est-ce pas légal? si je ne l'avais pas fait, un autre ne l'eût-il pas fait à ma place? Parmi ceux qui en sont victimes, qui crient contre mon opération, combien y en a-t-il qui eussent refusé de faire le coup, s'ils l'avaient prévu et pu?

— Là n'est pas la question; il ne s'agit pas de votre personne, mais d'un fait: Vous avez réalisé un bénéfice énorme aux dépens du peuple, sans lui avoir rendu aucun service; vous n'avez fait qu'une spéculation dont il a été victime. Peu lui importent vos raisons. Ce qu'il comprend, c'est qu'il a été volé, légalement volé, et qu'il ne veut pas l'être.

Or, comme il n'est pas assez métaphysicien pour distinguer entre la spéculation et le vol, prenez garde que sa confusion ne vous soit funeste, et qu'il ne vous pendre à un bec de gaz un de ces beaux matins, pour avoir fait ce que tout autre eût fait légalement comme vous.

— Mais ce serait injuste!

— Oui et non! Oui, si vous avez fait votre possible pour que ce mal légal disparaisse. — Non, si, pour défendre cette iniquité vous avez lutté contre ceux qui voulaient la supprimer, et les avez persécutés.

— Vous dites à B: Vous possédez les trois quarts du village de St-X. A la fin de chaque année, vous venez recevoir de vos fermiers la moitié au moins des produits qu'ils ont fait rapporter à vos terres. Et, au lieu de rester parmi eux et d'augmenter la prospérité de leur canton en y dépensant vos revenus, vous les quittez et allez dépenser votre fortune au loin.

Prenez garde que le pays s'aperçoive que la terre est un instrument de travail naturel, qui doit être gratuit, et que votre droit de propriétaire qui le tient dans le dénuement et la misère ne lui paraît une injustice: car vous n'y seriez plus en sûreté, et je ne sais plus comment vous pourriez vivre si son travail venait à vous manquer.

Pourquoi trouver mauvais que mes fermes me rapportent un intérêt comme tout autre capital exploitable? Ne suis-je pas le maître d'user de ma fortune comme je l'entends? Placer mes capitaux en terre au lieu d'acheter des rentes sur l'Etat, n'est-ce pas la même chose? N'est-ce pas le travail qui paie la rente tout comme le fermage? Pourquoi céderais-je ma terre gratis à mes fermiers, quand j'aurais pu, également sans rien faire, tirer l'intérêt de l'argent qu'elle m'eût procuré si je l'avais vendue. Suis-je donc plus coupable pour cela?

— Je ne dis pas cela. Vous avez une ferme ou de l'argent placé et vous en tirez légalement un revenu. Personne ne peut vous en faire un reproche, vous passeriez même pour un insensé, si vous ne le faisiez pas. Mais il n'est pas question de cela. Il ne s'agit pas de vous, mais de l'acte de propriétaire que la société vous oblige d'accomplir.

La terre nourrit la famille de celui qui la cultive, à la condition seule qu'il n'en paie pas l'usage. Or, à cause du fermage que paie l'agriculteur à qui vous cédez votre terre, celui-ci ne peut que s'appauvrir en la travaillant dans ces conditions. La propriété doit donc être révolutionnée de telle sorte que la terre redevienne un instrument de travail naturel mis à la disposition de ceux dont la fonction sociale est de la cultiver.

Le fermage n'ayant plus aucune raison d'être, si vous vous opposez à cette réforme, vous êtes coupable.

Quant aux capitaux privés de quelques richards empruntés et prêtés à gros intérêt pour servir à la reproduction des richesses sociales, j'espère bien que les travailleurs auront assez d'esprit pour s'en passer désormais, et qu'on les remplacera par un capital social abondant et stable, auquel le travailleur ne paiera plus un intérêt exorbitant, comme il le fait aujourd'hui, à quelques privilèges complètement inutiles.

Si vous dites à C. : Les actionnaires des mines de houille, dont vous êtes un des principaux, ont trouvé qu'ils ne s'enrichissaient pas assez vite. Ils se sont réunis, les plus riches, et se sont associés entre eux afin d'écraser sûrement leurs concurrents plus pauvres et d'avoir le monopole de la houille. Lorsque ce résultat a été obtenu, qu'ils se sont trouvés seuls les maîtres de la place, ils ont, pour avoir des millions, diminué le salaire des mineurs et augmenté le prix du charbon.

— Ils en avaient le droit, répond C.

— Incontestablement, et tous ceux qui en ont souffert et s'en sont plaints l'eussent peut-être fait comme eux. Je vous l'accorde; mais, indignés de se voir réduits à la misère par une réduction de salaire inhumaine quand, au contraire, le prix de la houille était augmenté, les mineurs se sont réunis et ont fait grève. Vous avez, en votre qualité de riches monopoleurs, fait appel à la force publique, et les mineurs ont été mitraillés.

— La loi était pour nous, loi injuste, je l'admets, mais où en serait-on si on ne faisait pas respecter les lois?

— Oh! parce que la société vous permet d'offrir un salaire insuffisant à des hommes qui sont obligés de travailler où et quand ils peuvent, et point où et quand ils veulent, vous croyez qu'elle vous donne aussi le droit de les faire massacrer quand ils se révoltent et se plaignent de votre cupidité.

Non, C, ce prétendu droit, vous ne l'avez pas, vous ne pouvez pas l'avoir. Vous n'agissez ainsi que parce que vous avez la force brutale à votre service; mais prenez garde qu'à force d'en user elle ne se retourne contre vous.

Une classe de la société qui sacrifie l'humanité à ses intérêts matériels doit s'attendre à être immolée à son tour; c'est la loi des révolutions. Craignez de payer chèrement un jour vos sévérités passées.

— Des menaces!... Oui, ou nous en fait tous les jours; quant à les exécuter, c'est différent, et je suis tranquille là-dessus.

Nos courageux militaires sont armés jusqu'aux dents, et nous saurons bien réduire à la pauvreté nos salariés, au point qu'ils ne puissent pas même s'acheter des bâtons.

Il est l'heure d'aller présider l'assemblée. Bonjour!

Si vous dites à D. : Vous êtes propriétaire, industriel et banquier. Comme propriétaire et industriel, vous avez récolté des millions, grâce au travail de vos vignerons, laboureurs et ouvriers. Comme banquier, vous avez placé une partie de ces millions dans des compagnies financières qui vous rapportent, non seulement des intérêts, mais des dividendes, et vous songez à prêter le reste aux rois voisins qui se préparent à nous rançonner ou à nous faire la guerre. Il en résulte que les malheureux paysans et ouvriers ne sont plus, dans leur pays, que des fermiers, des salariés et des mercenaires, et que les millions gagnés par eux peuvent être employés à leur faire la guerre, à les exterminer eux et leurs familles.

Prenez garde qu'ils ne voient l'abbé où le système social de la bourgeoisie les pousse, car ils pourraient bien se soulever, s'armer et vous exterminer d'abord.

— Pourquoi, répond D, s'attaqueraient-ils à moi? ai-je fait quelque chose d'illégal? La société accorde à tout homme le droit d'user de ses capitaux comme il l'entend; pourquoi ne tirerais-je pas des miens le meilleur parti possible? Ne puis-je donc plus servir mes intérêts sans désobéir aux lois?

— Si ne s'agit ni de vous, ni de vos intérêts personnels, mais des monopoles, que vos capitaux vous procurent. Au train dont les choses se passent, la bourgeoisie fait sur cent mille habitants dix mille riches et quatre-vingt-dix mille gueux. Cette inégalité créée dans la société tellement de distinctions, de privilèges, de rangs, de préjugés, de haines et de crimes, que si l'on

n'y remédie pas bientôt, c'en est fait de la liberté, de la dignité humaine et de l'avenir de nos enfants.

Croyez-vous que le peuple va s'arrêter devant ce que vous êtes habitués à croire et à appeler la légalité? Détrompez-vous. Ne pas confondre l'homme d'argent avec les institutions sociales qui le favorisent, c'est-à-dire distinguer entre le monopole et le monopoleur, c'est plus difficile que vous ne le pensez.

Si la bourgeoisie eût donné l'instruction aux masses, si elle les eût élevées graduellement à son niveau d'indépendance et de bien-être, elles comprendraient peut-être toute la différence qu'il y a entre le pêcheur et le pêcheur, et la liquidation sociale pourrait s'opérer sans trop de fracas.

Mais quand a-t-elle montré pour le salarié le moindre sentiment de justice? Dès qu'il y a eu la plus petite contestation entre les travailleurs et les capitalistes, vite elle a envoyé ses soldats, ses espions, ses juges, ses geôliers et ses bourreaux pour mettre le hold. Et ils ont toujours pris fait et cause pour le riche.

Vous avez donc tout à redouter des colères du peuple, vous et les vôtres, à moins que vous ne vous dépêchiez de lui faire justice et d'effacer vos torts passés en l'aider à s'affranchir de vos capitaux privés et de vos tutelles humiliantes.

— Ce n'est pas mon affaire, répond D. J'aime l'ordre et je suis les lois; que chacun en fasse autant. Je paie au gouvernement de gros impôts, eh bien, c'est pour qu'il me protège; et s'il y a bataille, ma foi, tant pis pour les vaincus.

— Vous l'avez dit : tant pis pour les vaincus! J'espère préférer vous entendre dire : qu'il n'y ait ni vainqueurs ni vaincus, mais vous ne le direz que lorsqu'il n'en sera plus temps.

Vous dites à E. : directeur de théâtre : — Pourquoi, dans les pièces que vous mettez en scène, faites-vous l'éloge des vices de la société, et tournez-vous en ridicule ce que vous respectez, vous et les vôtres? Vos héros sont ou des zozaves impossibles, ou de méprisables courtisans; tous vos personnages importants sont des ambitieux sans cœur, sans esprit et sans vergogne; vos héroïnes, des aventurières qui seraient capables, pour de l'argent d'épouser le pape, quelque vieux et laid qu'il soit; vos choristes et vos figurants, des malheureux montrant leurs formes nues pour attirer le public, dans l'intérêt de la direction d'abord, et le privé ensuite dans leur massacre où la prostitution joue le dernier acte.

— Oh croyez-vous, E, combire la jeunesse, en lui donnant de pareilles représentations? vous la conduisez à la débauche, à la démoralisation; malheureux! vous empoisonnez, vous tuez votre pays.

— Est-ce que j'ai à m'occuper de mon pays, répond E, quand il y a un monarque qui en est chargé, et que mon intérêt s'y oppose? Puis, croyez-vous que le gouvernement impérial ne laisserait mon privilège, si, au lieu de démoraliser et d'abêtir le public, j'enseignais que la vertu est estimable, et que l'homme augmente son bien-être et croît en dignité à mesure qu'il se dépouille de ses préjugés monarchiques et religieux; mais je ne resterais pas directeur vingt-quatre heures.

Les gouvernements despotiques ont trop d'intérêt à polluer, à dégrader et à énerver les populations pour encourager les bonnes mœurs, et chercher à tremper solidement les hommes.

Quand la jeunesse fait ripaille, elle ne conspire pas, ne s'occupe pas de politique; elle ne sent même pas la mèche du fouet qui la cingle au visage, et le lui couvre de honte et de boue.

Puis, que diraient les chastes bourgeois qui ont des actions de mon théâtre, si les recettes baissaient parce que mes actrices les plus jolies, au lieu de paraître nues devant le public, seraient décentement vêtues? Mais ils ne déclareraient-ils pas, incapable, et me congédieraient sur-le-champ.

Les bourgeois, hors de leurs foyers, préfèrent l'argent à la morale, ne l'oubliez pas. L'artiste s'est plus pour eux celui qui élève l'âme de ses auditeurs, leur inspire de bons sentiments, et les renvoie du théâtre plus instruits, plus généreux, meilleurs que lorsqu'ils y sont entrés. Non, l'artiste pour eux est celui qui fait de l'argent.

— Mais alors le théâtre ne peut sortir de la fange où il est embourbé. Et pourtant l'homme a besoin de s'instruire en se délassant, de se moraliser en s'amusement.

— Tant que le théâtre ne sera pas sous la main du peuple et destiné à son instruction, mais dans celle des capitalistes pour produire des dividendes à ses propriétaires et rendre des services aux gouvernements, il sera plus funeste qu'utile au peuple. Mais en attendant ce jour très éloigné, ne chicanez pas ses directeurs sur ce qu'ils sont obligés de faire pour vivre. Prenez-vous en au système, et non à eux en particulier. Ils font ce

qu'ils peuvent pour réussir, et cela ne leur est pas toujours facile.

— Je condamne le système, mais vous, directeur, n'êtes-vous pas coupable de démoralisation?

— Je l'accorde! Mais si nous sommes coupables, les artistes le sont aussi.

— Qui en doute?

— Et du public qui les applaudit, qu'en dites-vous?

— Je dis que le public qui s'engoue aujourd'hui pour le mal, au point d'applaudir à sa démoralisation, peut demain se passionner pour le bien, et vous huer, et vous châtier d'importance, pour avoir osé l'insulter avec vos saletés de la veille! Vous feriez bien d'y songer un peu.

— Le gouvernement chargé de nous protéger n'a pas quatre cent mille bayonnettes pour les laisser se rouiller dans les casernes.

— Vous aussi, vous comptez sur la force.

— Il le faut bien, il n'y a plus que cela.

— Et si elle se tournait contre vous? cela s'est vu!

— Eh bien! vrai! je vous le distout bas, je croirai qu'il y a une justice au monde, mais je ne compte guère sur ce miracle-là.

— Tous ceux que les révolutions ont tués ont raison comme vous.

— Mais je n'empêche pas qu'on change de système.

— Il ne suffit pas de ne pas empêcher, il faut aider à le changer.

— Vous en parlez bien à votre aise, vous; vous ne dépendez pas, comme moi, des capitalistes et du gouvernement.

— Tout homme ne dépend que de soi-même. C'est à vous de voir, si vous devez immoler la justice à vos intérêts.

— Je n'ai ni la volonté ni le temps d'y songer.

— Tant pis pour vous, adieu!

Si vous dites au général F. : En 1815, sous l'empire, vous avez tiré sur les royalistes; vous étiez alors sous-lieutenant. Lieutenant sous Louis XVIII, vous avez fait feu sur les bonapartistes.

Sous Charles X, vous avez commandé à votre bataillon de sabrer le peuple de Paris.

Sous Louis-Philippe, comme colonel, vous avez massacré les républicains de 1831, 32, 34 et 39, égorgé des vieillards, des femmes et des enfants dans les rues de Beaumont, et finalement, fait feu sur le peuple de Paris en Février 1848.

En Juin 1848, Cavaignac vous a lancé contre les socialistes, et non content de les combattre, vous avez fusillé des prisonniers sans défense au travers des barreaux de leur prison.

Ensuite, pour avoir aidé Napoléon à violer les lois, à piller les caisses de la Banque de France et à assassiner le peuple de Paris, vous avez été nommé maréchal.

Depuis, vous avez recommencé vos tueries à la Bi canmarie, à St-Aubin, à Paris, partout où l'occasion de terrifier et de tuer s'est présentée.

Avez-vous pu croire, réellement, que vous n'êtes pas un assassin? croyez-vous que tous ces massacres ne doivent pas vous être imputés parce que ceux qui les ont ordonnés différaient d'opinion avec ceux qu'ils vous faisaient égorger? Non! vous vous êtes trompé, si continuant à tenir la même ligne de conduite que dans votre passé, vous vous êtes cru absous.

Au lieu d'être en homme, vous avez agi en bête fave, et la bête fave qui fait du mal aux hommes finit toujours par être détruite par eux.

— Alors, il fallait laisser faire au peuple tout ce qu'il voulait.

— Qu'avait fait de mal le peuple pour être égorgé en décembre 1851 dans l'intérêt d'un maître? Quels reproches pouvait-on adresser à des hommes qui, ne pouvant plus vivre avec leurs salaires actuels, demandaient à ce qu'on en élevât le taux.

— Je ne m'en suis jamais inquiété. Mon supérieur m'a dit va et tue, j'ai obéi. Il ne fallait pas laisser à ceux qui faisaient exécuter la loi le droit de donner aux soldats l'ordre de tirer sur le peuple.

— Mais ils ne l'ont jamais eu, ce droit, vous auriez dû le comprendre.

— Un militaire soumis à la discipline, à l'obéissance passive, n'écoute pas la voix de sa conscience, mais le commandement de son chef.

— Quoi! parce qu'un misérable vous commandera d'égorger vos semblables, vous le ferez par cette simple raison qu'il est votre chef.

— Pourquoi, encore une fois, lui laissez-vous le droit de donner de pareils ordres?

— Mais il ne l'a pas, et le soldat qui y obéit est au dessous de la brute et pire que l'espion : car la brute ne se bat que pour sa propre défense, et si l'espion fait des lâchetés, c'est qu'il l'a bien voulu.

Aussi le soldat est-il plus excusable que l'espion,

parce qu'en vérité, c'est triste à dire, il n'est qu'une machine de destruction mise au service du premier chef audacieux qui ose s'en servir.

- A cela je ne peux rien.
- Vous pouvez ne pas commander le feu !
- Oui, mais je serais cassé, renvoyé, fusillé peut-être, si le peuple venait à ne pas être le plus fort.
- Ce serait un moyen pour qu'il le fût.
- Je n'en disconviens pas, mais il ne faudrait pas que je fusse seul à refuser d'exécuter les ordres.
- Pourquoi ne donnez-vous pas votre démission ?
- Comment vivrais-je ? Je n'ai pas d'autre métier, et ce n'est pas à mon âge qu'on recommence un nouvel apprentissage.

— La bourgeoisie à enchevêtré ses fonctions et ses fonctionnaires de telle façon que l'homme est presque toujours obligé, pour vivre, de faire ce qu'il trouve injuste, et qu'il ne peut changer ses façons d'agir sans être déclassé ; et alors, il préfère servir l'injustice que de s'exposer à la misère. Mais cela ne peut pas toujours durer.

— Je ne vois pas quand et comment cela peut cesser : Les intérêts engagés, les droits acquis, les appétits de luxe et de distinction sont de terribles auxiliaires pour ceux qui les respectent.

— Mais si en les respectant on perpétue l'ignorance et la misère ?

— Un général ne comprendra jamais rien à ces considérations-là.

— Eh bien ! où la raison n'a plus rien à faire, la lutte la remplace.

- A ce compte, nous serons les plus forts.
- Nous sommes les plus nombreux.
- Nous, les mieux armés.
- Il peut y avoir des déflections parmi vous.
- Je ne vous conseille pas de trop vous y fier.
- Croyez-vous que les soldats ne finissent pas par comprendre que le métier qu'on leur fait accomplir pour défendre un maître est ignoble ; que cette servitude, non seulement les abrutit, mais ruine leur patrie, leurs familles, leur avenir ; que s'il est de leur devoir de repousser l'étranger qui envahit la patrie, ils ne doivent jamais massacrer leurs compatriotes.

— Si les soldats étaient capables de comprendre une pareille idée, il y a longtemps que les mauvaises têtes qui pensent comme vous, vous auraient débarrassés de vos maîtres.

— Alors, vous croyez qu'il n'y a rien à attendre de l'armée ?

— Peut-être, mais c'est une affaire de temps, de beaucoup de temps, car les bayonnettes sont peu intelligentes.

Nous sommes bien payés, bien considérés, et si nous restons fidèles à l'empire, nous n'avons aucun souci de notre lendemain.

— Nous pouvons avoir raison de l'armée sans luites, sans combats sanglants, si nous savons l'isoler de ses chefs.

— C'est le seul moyen, en effet, que la foule puisse avoir de la vaincre. Si elle se présentait compacte et sans armes devant les troupes, et que les sous-officiers ne voulussent pas donner l'ordre de tirer les premiers, certainement l'armée serait paralysée, vaincue, et enchantée de fêter ; mais il y a toujours des traitres et des espions pour dérangier les plans les mieux conçus, les combinés les mieux faits.

— S'il fallait tenir compte de toutes les difficultés qui peuvent entraver une révolution, on n'en ferait jamais.

— C'est assez vrai, car toutes les révolutions qui sont arrivées, je les avais déclarées impossibles la veille. A la première occasion, n'oubliez pas que les sous-officiers sont l'âme de l'armée.

— Et que leurs chefs, les hauts gradés, sont faits pour en dévorer le budget.

Si vous dites à G : Vous avez fait de la fonction de juge un bien criminel usage ; Vous avez eu des faussaires et des assassins à juger, et parce que ces misérables appartenaient aux sommités princières, politiques et bourgeoises, vous les avez acquittés ; tandis que vous avez accusé de complot et de révolte d'honnêtes pères de famille qui demandaient une légère augmentation de salaires.

Qu'attendez-vous d'une aussi flagrante injustice ? En affirmant ainsi que la société n'a de faveurs que pour les princes et les grands, que la volonté du peuple n'est rien devant celle des juges et des ministres impériaux, croyez-vous servir votre patrie et faire honorer la magistrature ?

En frappant injustement le peuple, croyez-vous le convaincre de votre droit, lui apprendre à vous épargner si un jour la victoire vous échappe ?

Quand, par votre exemple, vous lui aurez appris à sévir injustement contre des innocents, à mépriser la

liberté et la vie d'autrui, devra-t-il, pourra-t-il respecter et ménager ses adversaires ?

— Imprudent, que de haines vous semez ! — J'interprète et l'exécute la loi comme elle doit l'être dans une monarchie, répond G. Qu'on fasse des lois pour ne plus insulter mes compatriotes, et j'en serai ravi ; mais comme les peuples ne sont rien et ne peuvent rien être, tant qu'ils ont un monarque pour les gouverner, qu'importe ce qu'ils peuvent trouver juste ou illégitime ! S'occupe-t-on de la poussière que le vent emporte dans ses tourbillons ?

D'ailleurs, si la révolution arrive, ce qui sera difficile avec nos braves généraux, toujours prêts à se battre contre les citoyens, eh bien, j'aviserais !

— Il sera trop tard. — Bast ! j'ai encore longtemps à y réfléchir avant que vos prophéties révolutionnaires ne s'accomplissent.

— Votre maître se fait vieux. — Son jeune ministre s'est chargé de lui procurer une vieillesse heureuse.

— Un fameux chef de file que vous avez là ! — Il a su faire éprouver tous les chefs et tous les agitateurs de son ex-parti, huit jours avant le vote du plébiscite ; ce n'est pas déjà si maladroit ; d'autant mieux qu'ils sont tous de ses anciens amis.

— Quoi ! vous le croyez capable de. — De tout, et nous aussi. Mais ne m'en faites pas dire davantage, vous me compromettrez. Adieu !

Voilà comme ils sont tous, ces beaux fils de la bourgeoisie ! Pleins de confiance dans la stupide patience de ceux qu'ils exploitent et certains de l'appui des bayonnettes, s'ils ont maille à partir avec eux.

Ils vont et ils vont toujours jusqu'à ce qu'ils soient brisés et emportés par la tourmente révolutionnaire.

Cependant, s'ils étaient aussi intelligents en politique qu'ils le sont en affaires, ils prévoieraient cette explosion qui va fatalement s'accomplir ; ils s'y intéresseraient, la dirigeraient, et la transformation de la vieille société s'accomplirait sans déchirements terribles. Comprendront-ils qu'il ne leur reste plus que cette seule chance de salut ! Non ! toute transformation sociale est pour eux une utopie ; et c'est cette utopie qui les tuera.

L'ARBEITER UNION.

Tel est le nom d'un journal allemand commencé comme hebdomadaire par cinq trade unions, et qui, six mois après est devenu quotidien.

Ce journal, spécialement destiné à soutenir les intérêts des classes ouvrières, fait chez les Allemands l'œuvre de propagande que notre Bulletin s'efforce de faire parmi les Français.

Une grande manifestation a eu lieu dimanche 22 mai au Stadt Theater, et lundi 23 au Jones Wood, au profit de ce journal. Elle a produit un bénéfice de près de \$1,000.

Nous félicitons notre confrère de cette bonne aubaine.

En réponse à une invitation de l'Arbeiter Union, une délégation de l'Union républicaine s'est jointe à la fête. Elle a été reçue avec la plus grande cordialité, bien plus, avec un vrai sentiment de fraternité.

Parmi les autres délégations, nous avons remarqué : Une délégation des hommes de couleur ; Mmes Lane, de Boston, représentant le parti du Female Labor, et Lewis, de l'Union typographique ; M. Richard Trevellick, président du National Labor Union du Michigan.

La fête était splendide : bal, jeux, concert, rien n'y manquait. Près de 6,000 personnes y ont pris part.

Des discours ont été prononcés par les citoyens R. Trevellick, Dr Douai, Kunkley, Carl, N. W. Young, W. Drury.

L'espace nous manque pour donner un résumé de ces discours.

Communications.

AU BÉNÉFICE DU BULLETIN ET DE SON IMPRIMERIE.

Citoyens de l'Union Républicaine de Langue Française de New-York.

La Section de Newark ayant décidé qu'elle donnerait un grand PIQUE-NIQUE en commémoration du 14 Juillet 1789, nous vous invitons à vous joindre à nous pour nous aider, par tous les moyens possibles, à la réussite de la fête.

Envoyez-nous quelques citoyens portés de bonne volonté, pour contribuer avec nous à l'organisation.

La fête aura lieu au Court Street Park, près Belmont avenue, le 14 juillet 1870 ; elle commencera à 3 heures de l'après-midi.

L'emplacement est des plus convenables, et la bière de premier choix.

Nous invitons tous les amis du progrès et de la liberté à assister à cette fête de famille. Nous espérons surtout le concours des citoyens de New-York.

P. S. — Dans sa réunion du 20 mai la section de Newark a résolu de faire imprimer mille cartes en rouge et cent affiches pour la fête du 14 juillet.

Il est ensuite proposé de faire fabriquer un cachet-tiende avec cette inscription :

UNION REPUBLICAINE, SECTION DE NEWARK.

Marque au centre : NIVEAU.

Ce cachet servira à contrôler et à signer les actes de la section.

N. B. Nos réunions ont lieu le 1er et le 3e jeudi de chaque mois.

H. GOLAY, secr.

L'Union républicaine de New-York a modifié quelques articles de son règlement. Pour assurer la rotation des fonctions et pour faire de l'exercice de ces fonctions une école capable de former le plus grand nombre possible de citoyens, elle a décidé que le président et les deux secrétaires de l'Union ne sont immédiatement rééligibles à aucune fonction.

CONVOCATION.

Les Membres de la 2e Section sont instamment priés de se trouver mercredi prochain à la réunion de la 1re Section, 100, Prince street, pour affaires d'intérêt sectionnel.

RICATEAU, président.

REUNIONS.

A New-York

La première section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La deuxième section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, à Stephen house, 290 Bowery.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, à Stephen House, Bowery.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se renouvellera à tour de rôle, se réunit le premier et le second vendredi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135, Wooster street, et tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

A Saint-Louis, Mo.

La Section se réunit régulièrement tous les premiers dimanches de chaque mois à 3 heures du soir, à la salle des Druides, coin sud-ouest de Park avenue et de la Terro.

CORRESPONDANCES.

Pour tout ce qui concerne la Société de l'Union Républicaine de Langue Française aux Etats-Unis, s'adresser :

A Boston, Mass. — Au citoyen CHAVANE, care of Palmer Bookbindery and Co., 162, Washington street.

A Carondelet Mo. — Au citoyen A. INDIER.

A Chicago Ill. — Aux citoyens A. GARDNER et CLAPHAM, 173, Market street.

A Kookuk, Iowa. — Au citoyen CERVILLOR.

A Leavenworth, Kansas. — Au citoyen Casimir BOZISSA.

A Newark N. J. — Au citoyen GOLAY, 145, Walnut street.

A New-York. — Au citoyen D. DESCHOU, 33, Wooster street.

A Paterson N. J. — Aux citoyens MEROU et VOGEL.

A Saint Louis Mo. — Au citoyen BLESS, 616, Spruce street.

A Topeka, Kansas. — Au citoyen Jules LEROUX.

Union Republicaine de Langue Française.

SECTION DE NEWARK.

GRAND PIQUE-NIQUE

en commémoration du QUATORZE JUILLET 1789

donné au COURT STREET PARK BREWERY

le jeudi 14 Juillet 1870.

La fête commencera à 3 heures de l'après-midi. Billets d'admission : 25 cents.

(Cars de Market street, dépôt à Belmont Avenue.)

L'ESPRIT DES TEMPS

AU CENSILE

par le Citoyen P. Messant,

En vente au Bureau de l'Imprimerie, 135, Wooster street, et chez les Correspondants du Bulletin

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.